

**Assemblée générale**

Distr. générale  
31 août 2010  
Français  
Original : anglais

**Soixante-cinquième session**

Points 24, 27, 28, 65 et 69

de l'ordre du jour provisoire\*

**Élimination de la pauvreté et autres questions  
liées au développement****Développement social****Promotion de la femme****Promotion et protection des droits de l'enfant****Promotion et protection des droits de l'homme****Lettre datée du 24 août 2010, adressée au Président  
de l'Assemblée générale par la Représentante  
permanente du Brésil auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Le 29 juin 2010, les gouvernements du Brésil et de la Fédération de Russie, ainsi que la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial, ont tenu un forum intitulé « Nourrir les esprits, changer les vies : alimentation scolaire, objectifs du Millénaire pour le développement et émancipation des filles » en marge de la session de 2010 du Conseil économique et social, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. J'ai l'honneur de vous faire tenir le rapport qui résume les conclusions du Forum.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale.

(Signé) Maria Luiza Ribeiro **Viotti**  
Ambassadrice

Représentante permanente du Brésil  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

\* A/65/150.



**Annexe à la lettre datée du 24 août 2010 adressée  
au Président de l'Assemblée générale  
par la Représentante permanente du Brésil  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport succinct du Forum tenu le 29 juin 2010  
sur le thème : « Nourrir les esprits, changer les vies :  
alimentation scolaire, objectifs du Millénaire  
pour le développement et émancipation des filles »**

1. À l'occasion de la session de 2010 du Conseil économique et social, un forum intitulé « Nourrir les esprits, changer les vies : alimentation scolaire, objectifs du Millénaire pour le développement et émancipation des filles » a été coparrainé par les gouvernements du Brésil et de la Fédération de Russie, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial (PAM), dans le cadre de la campagne mondiale de sensibilisation à l'importance et l'utilité de l'alimentation scolaire. Ce forum a servi de lieu d'échange de vues sur l'alimentation scolaire, qui représente à la fois une forme de protection sociale efficace permettant de lutter contre la faim et la sous-alimentation, un investissement en faveur du développement et de la stabilité à long terme, un instrument à l'appui de l'égalité des sexes et un moyen de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.
2. Ce forum a pris la forme d'une table ronde de deux heures qui a été l'occasion pour les spécialistes du domaine de partager leurs expériences et, pour les autorités nationales de diverses régions, de donner des exemples des pratiques observées dans leur pays. Enfin, le forum a permis de mettre en lumière les défis à relever et les meilleures pratiques, dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion au dialogue sur l'alimentation scolaire dans le cadre de l'élaboration du document final, actuellement en cours de négociation, de la Réunion plénière de haut niveau de septembre 2010 de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement.
3. La table ronde a été présidée par la Ministre d'État égyptienne pour la famille et la population, Moushira Mahmoud Khattab. Le groupe d'experts qui y participait était composé des personnalités suivantes : Albaneide Peixinho, coordonnatrice générale du programme national d'alimentation scolaire du Ministère brésilien de l'éducation; Vladimir Chernikov, Directeur adjoint du Département de l'administration et des relations extérieures du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie; Margaret Ndanyi, responsable des écoles, de la santé et de la nutrition au Ministère kényan de l'éducation; Evelyn Perard, coordonnatrice du Programme haïtien de cantines scolaires; Nancy Walters, chef du programme des cantines scolaires du PAM; et Don Bundy, spécialiste en chef de la santé scolaire, de la lutte contre le VIH/SIDA et de l'éducation à la Banque mondiale. M. Phil Hay, conseiller en communication pour le Réseau du développement humain auprès de la Banque mondiale, a joué le rôle d'animateur.

## Observations des experts invités

### *Égypte*

4. La représentante de l'Égypte a déclaré que l'investissement en faveur des enfants était de la plus haute importance. La pauvreté des enfants et celle des adultes étaient deux choses différentes, et il importait de tenir compte de cet aspect lorsque l'on cherchait les meilleurs moyens de s'attaquer au problème de la pauvreté. L'alimentation scolaire ne consistait pas simplement à nourrir les enfants pour les maintenir en bonne santé : elle concrétisait le droit naturel inhérent de chaque enfant à la vie et à la survie et de ne pas être astreint au travail ou contraint au mariage – que consacraient les articles 6 et 27 de la Convention relative aux droits de l'enfant. L'alimentation scolaire jouait aussi un rôle déterminant dans la réalisation du droit à l'éducation et un niveau de vie décent.

### *Brésil*

5. La représentante du Brésil a fait part de l'expérience du programme d'alimentation scolaire brésilien, devenu une composante à part entière de la stratégie de croissance et de lutte contre la faim du pays. Ce programme, qui touchait 47 millions d'enfants, avait rencontré un vaste succès non seulement au Brésil mais aussi dans de nombreux pays du monde où il représentait un exemple à suivre. Aujourd'hui, au Brésil, tous les élèves avaient légalement droit à un repas scolaire. Le repas n'avait pas pour unique fonction de nourrir les enfants mais s'inscrivait dans le processus éducatif, dans la mesure où il s'accompagnait d'un enseignement global. Le programme d'alimentation scolaire était intrinsèquement et juridiquement lié au soutien à la production agricole locale et à la réalisation des droits sociaux des groupes vulnérables. Le Brésil travaillait en partenariat avec le Programme alimentaire mondial et participait activement à la coopération Sud-Sud dans le cadre de l'assistance technique qu'il apportait aux programmes alimentaires de certains pays d'Afrique et d'Amérique latine.

### *Fédération de Russie*

6. Le représentant de la Fédération de Russie a lui aussi fait part de l'expérience de son pays en matière d'alimentation scolaire, dans le modèle de marché actuel qui s'appuyait sur une économie postsocialiste. Aujourd'hui, sous l'impulsion du Président Medvedev (qui avait relancé le programme d'alimentation scolaire), la doctrine de la sécurité alimentaire était à l'origine de la distribution de repas enrichis aux écoliers. Le secteur privé et la société civile étaient des partenaires importants du Gouvernement qu'ils aidaient à gérer les programmes alimentaires sur le terrain. Les enfants représentaient 20 % de la population mais 100 % de l'avenir.

### *Haïti*

7. La représentante d'Haïti a déclaré que le programme national de cantines scolaires d'Haïti existait avant le séisme de janvier dernier et, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, avait été immédiatement relancé, avec la distribution, dans un premier temps, de 40 000 repas quotidiens aux écoliers. Le programme, qui continuait de prendre de l'ampleur dans le cadre des efforts de relèvement du pays, s'étendait désormais à près d'un million d'enfants. Il ciblait non seulement les enfants, mais aussi les parents et les communautés. Pour avoir un programme national d'alimentation scolaire durable, il était indispensable

d'améliorer le cadre juridique, d'encourager les achats locaux, de renforcer les capacités nationales, d'agir par l'intermédiaire des institutions publiques, de trouver des solutions de financement souples et d'assurer en temps voulu le versement des fonds provenant des donateurs et de partenaires fiables. À l'heure actuelle, environ 250 000 enfants bénéficiaient du programme de cantines scolaires financé au titre du budget national haïtien; avec l'aide du Programme alimentaire mondial (800 000 enfants), de la Banque mondiale (50 000 enfants) et du United States Agency for International Development (45 000 enfants), le total du nombre d'enfants nourris dans le cadre du programme avait été porté à un million. L'objectif à long terme était de faire bénéficier du programme tous les enfants du pays en âge d'être scolarisés, soit environ 2,2 millions d'enfants. Le Gouvernement haïtien s'employait actuellement à mettre au point une stratégie nationale d'alimentation scolaire et sollicitait l'aide de partenaires pour pouvoir étendre la portée et améliorer la qualité de l'alimentation scolaire dans le pays, ce qui supposait un plus grand recours à la production locale.

#### *Kenya*

8. La représentante du Kenya a dit que l'objectif principal du programme d'alimentation scolaire kényan était de veiller à ce que chaque enfant soit nourri, en particulier dans les zones rurales. Au Kenya, le Ministère de l'éducation et le Programme alimentaire mondial soutenaient différentes formules d'alimentation scolaire selon l'état de la sécurité alimentaire dans chaque région. Le programme visait par ailleurs à accroître les achats locaux, l'attention accordée à l'éducation des filles et la qualité de l'éducation. Le nombre de bénéficiaires du programme s'élevait à 1,9 million d'enfants, en majorité des filles. En utilisant des produits alimentaires issus de la production nationale, le programme contribuait aussi à soutenir les cultivateurs locaux. Depuis le début de sa mise en œuvre, il avait cependant dû faire face à un certain nombre de difficultés d'ordre culturel, compte tenu du fait, en particulier, que les filles étaient encore obligées de rester à la maison et de se marier tôt. Des progrès restaient à faire pour modifier ce comportement culturel. Aucun enfant ne devait aller à l'école le ventre vide, et c'était en agissant ensemble que l'on pouvait faire avancer les choses.

#### *Banque mondiale*

9. Le représentant de la Banque mondiale a déclaré que les programmes d'alimentation scolaire connaissaient une forte demande, surtout après les récentes crises économique et alimentaire. Ils jouaient un rôle de « filet de sécurité » social (notamment par le biais des transferts monétaires conditionnels) qui profitait aux enfants les plus défavorisés; ils restaient malgré tout plus rares là où ils étaient plus nécessaires, même si de nombreux pays à faible revenu essayaient d'y avoir recours. Au départ, l'alimentation scolaire était perçue comme une intervention coûteuse, mais les mentalités avaient évolué. Une étude conjointe du Programme alimentaire mondial et de la Banque mondiale intitulée *Repenser l'alimentation scolaire* a montré que l'alimentation scolaire était efficace lorsqu'elle ciblait bien les plus défavorisés, qu'elle reposait sur une prise en charge nationale et qu'elle utilisait la production locale. L'expérience montrait que, couplée aux achats locaux, l'alimentation scolaire pouvait multiplier les résultats obtenus en matière d'éducation, d'égalité des sexes et de développement agricole. Elle pouvait aussi avoir des retombées positives sur la nutrition, en particulier lorsqu'elle était

associée à d'autres interventions sanitaires telles que le déparasitage. On a aussi constaté que les programmes d'alimentation scolaire permettaient d'accroître l'acquisition des connaissances par les enfants et que leurs retombées positives s'inscrivaient donc dans le long terme. Bien que coûteux en apparence, ces programmes pouvaient, s'ils étaient bien gérés, donner un maximum de résultats pour un coût minimum. La Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial collaboraient actuellement avec les gouvernements de 10 pays à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire durables.

#### *Programme alimentaire mondial*

10. La représentante du PAM a dit qu'il avait été montré que l'alimentation scolaire représentait un bon investissement, dont les retombées positives et les bénéfices étaient nombreux en termes d'amélioration de la santé, de la capacité d'apprentissage et des débouchés des enfants, en particulier des filles. Les programmes d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial avaient atteint 22 millions d'enfants depuis leur lancement et étaient désormais mis en œuvre dans 68 pays. La nouvelle politique et démarche du Programme alimentaire mondial en matière d'alimentation scolaire consistait à soutenir les programmes mis au point et exécutés par les pays eux-mêmes, ce qui garantissait leur pérennité. L'obstacle principal, à savoir le problème du financement, pouvait être surmonté si plusieurs sources financières étaient mises à contribution – budgets de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et de la protection sociale. Le Programme alimentaire mondial était optimiste : l'alimentation scolaire gagnait en importance dans les différents forums, comme cela avait notamment été le cas lors des récents sommets du Groupe des Vingt, du Groupe des Huit et de l'Éducation pour tous; il convenait de continuer de faire campagne en faveur de l'alimentation scolaire et de sensibiliser au rôle qu'elle était appelée à jouer pour mettre un terme à la faim et parvenir à l'éducation pour tous.

#### *Égypte*

11. La représentante de l'Égypte a déclaré que le programme d'alimentation scolaire égyptien existait depuis 1951. Dans ce cadre, 12 millions de filles recevaient chaque jour des barres enrichies à base de datte et des rations à emporter. L'initiative pour l'éducation des filles ciblait les filles car dans une société qui ne l'avait pas fait par le passé, il était capital d'investir dans l'éducation des filles. D'autres programmes luttaien contre le travail des enfants en aidant ceux-ci à quitter la rue. Pour les plus vulnérables, l'alimentation scolaire présentait un intérêt pour les familles qu'elle incitait à laisser les enfants aller à l'école. Elle se traduisait par une amélioration de la santé et des capacités cognitives des enfants qui en bénéficiaient. En Égypte, elle était mise en œuvre par 16 ministères en partenariat et, depuis 2004, avec le Programme alimentaire mondial.

#### **Interventions**

12. Le Forum a attiré de nombreux participants, une centaine, représentant les Nations Unies, les missions permanentes des États Membres et la société civile. Plusieurs États Membres (République-Unie de Tanzanie, Nigéria, Arménie, Brésil, Haïti, Fédération de Russie et Arabie Saoudite) sont intervenus, ainsi que des institutions internationales (dont l'UNICEF et des fonds et programmes des Nations Unies), des organisations non gouvernementales (ONG) (Diaspora haïtienne et une

ONG indienne) et des représentants du secteur privé. On trouvera ci-après le résumé de leurs interventions.

13. Le représentant de l'UNICEF a jugé important de ne pas envisager l'alimentation scolaire comme une intervention isolée, mais comme une action qui s'inscrivait dans une démarche globale portant sur toutes les étapes de la vie et contribuait au développement du jeune enfant ainsi qu'à l'amélioration de la nutrition. L'alimentation scolaire pouvait être utile si l'accent était mis sur la qualité de l'alimentation, notamment par le biais d'aliments enrichis, et sur l'amélioration de la santé maternelle, grâce à l'éducation qui profitait aux enfants.

14. Le Secrétaire d'État à la production animale du Gouvernement haïtien a souligné l'importance des approvisionnements locaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire et soutenir le développement agricole. L'alimentation scolaire était considérée comme l'un des piliers fondamentaux du programme pour la sécurité alimentaire et du plan de reconstruction en Haïti.

15. Le représentant de l'Arabie saoudite a souligné qu'il fallait mettre en commun les bonnes pratiques en matière de financement et de mise en œuvre de l'alimentation scolaire.

16. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a fait observer que l'alimentation scolaire était largement répandue tant dans les pays développés que dans les pays en développement et qu'il ne fallait donc pas considérer qu'elle était l'affaire des pauvres. Son pays comptait bien élargir la portée de son programme d'alimentation scolaire, qui était une belle réussite et appréciait l'importance de l'aide internationale, notamment du soutien du Programme alimentaire mondial.

17. L'ONG « Diaspora haïtienne » a exprimé son soutien aux programmes d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial en Haïti et demandé à la communauté internationale de coopérer avec le Gouvernement haïtien pour nourrir les enfants du pays par le biais d'un programme national d'alimentation scolaire qui ciblerait tous les enfants en âge d'être scolarisés et reposerait sur la production locale, afin de favoriser le développement local. Elle a aussi insisté sur le fait que les repas scolaires fournis devaient être à la fois nutritifs et adaptés aux préférences alimentaires locales.

18. La représentante du Nigéria a souligné qu'il importait d'aborder les questions essentielles de la pérennité et du coût des programmes pour les gouvernements. Elle a aussi mentionné les retombées positives des programmes d'alimentation scolaire.

19. Le représentant d'une fondation indienne souhaitait en savoir plus sur les possibilités d'expansion de la coopération avec les partenaires ainsi que sur les mesures de responsabilisation envisagées pour les gouvernements mettant en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

20. Le représentant de l'Arménie a évoqué le rôle unificateur que jouait l'alimentation scolaire dans les domaines du développement et de l'éducation et affirmé combien l'expérience de la Fédération de Russie était utile à la collaboration avec son pays.

**Observations finales**

21. La Présidente a indiqué que l'alimentation scolaire était un instrument de protection sociale productif dont les retombées multiples contribuaient à la réalisation des objectifs 1 à 5 du Millénaire pour le développement.

22. Elle a ajouté que les programmes d'alimentation scolaire présentaient le meilleur rapport qualité-coût en termes de développement, au moment où l'aide diminuait et où les donateurs voulaient soutenir les activités qui étaient à la fois plus économiques et les plus productives. Par exemple, les programmes d'alimentation scolaire étaient remarquables en ce qu'ils permettaient à la fois de nourrir les enfants affamés, d'accroître leurs capacités cognitives et d'encourager l'acquisition des connaissances et la fréquentation scolaire (en particulier des filles), ainsi que de stimuler le développement rural et d'augmenter les revenus des cultivateurs (en majorité des femmes en Afrique) grâce aux achats locaux.

23. La Présidente a clos la réunion en soulignant qu'il importait de maintenir un partenariat durable, notamment en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud, pour renforcer les efforts nationaux dans le domaine de l'alimentation scolaire, dont l'utilité était largement reconnue et qui devait avoir la place qu'elle méritait dans le document final de la Réunion plénière de haut niveau de septembre 2010 de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

---